

La crise écologique : comprendre les freins au changement et agir

Compte rendu des échanges - 6 octobre 2024

Séquence 1 :

La première partie de la réunion a permis d'échanger en petits groupes sur les extraits de Laudate Deum mis en ligne sur le site des Semaines Sociales de Rueil. Les retours des différents groupes ont abordé les points qui suivent.

Les points de ce texte qui ont touché plus particulièrement les participants :

- La beauté rappelée de la nature, l'harmonie générale de la création.
- Une vision de l'homme un peu différente de ce que nous avons peut-être retenu du livre de la Genèse : la nature n'est pas remise entre les mains de l'homme comme quelque chose d'extérieur dont il pourrait faire ce qu'il veut, mais l'homme fait partie de la nature et doit en prendre soin.
- L'approche globale et approfondie des ressorts de la conduite humaine, en mettant en avant quatre caractéristiques humaines très bien décrites, avec des mots qui nous touchent :
 - la volonté de puissance, qui ne concourt pas toujours au bien ; pouvoir, exploitation, emprise, domination... Attention car nous exerçons cette domination à la fois sur la création et sur d'autres populations.
 - la cupidité ou la recherche de profit, à la source de la situation actuelle,
 - nos désirs, qui ne sont pas toujours en adéquation avec ce qui est disponible ou souhaitable aujourd'hui (ex. : habitat, voyages, modes de déplacement,...),
 - la perte de repères, le manque de sens actuel ; or il n'y a pas d'écologie sans spiritualité.
- L'accent mis sur les grands écarts de richesse entre pays développés et pays plus pauvres, que nous devons garder à l'esprit.
- Certains progrès de la technologie [qualifiés de « progrès impressionnants et stupéfiants » au §28] ont vraiment permis à l'humanité de passer des caps en matière de santé, de développement. Mais le texte nous dit qu'il faudrait plus de réflexion éthique pour orienter le progrès technologique, pour nous aider à bien nous situer par rapport aux limites à ne pas franchir (d'autant que ce que nous pouvons décider a souvent des inconvénients : aspects négatifs de certaines technologies plus « propres »). En ce sens, les chrétiens ont un rôle à jouer, en approfondissant la Révélation qu'ils ont reçue.

Des choses plus difficiles à comprendre ou à accepter :

- Les personnes de formation scientifique ont l'impression que la technologie est remise en cause d'une façon qui les fait réagir : il ne faut pas rejeter la technologie en bloc mais la concevoir dans une vision à long terme, une vision éthique qui respecte les autres.

- Croissance, progrès, évolution : dans quel sens ? Tout le monde n'est pas convaincu : y a-t-il vraiment des limites, ne peut-on pas trouver d'autres ressources en creusant encore plus profond ?
- Ce n'est pas parce que l'on comprend l'urgence de la situation qu'il est facile de changer son mode de vie...
- Comment trouver les bons leviers pour agir, dans une société où la valeur économique des choses, qui y prévaut, ne représente pas la vérité complète sur la valeur des choses, y compris par exemple la consommation de ressources naturelles qu'elles nécessitent ?
- Faut-il accepter des mesures autoritaires pour changer les comportements ?
- Difficulté à accepter l'impact apparemment faible de nos petites actions individuelles par rapport à ces grands bouleversements planétaires.

Séquence 2 :

La suite de la réunion a permis d'entendre deux personnalités, Lucile Schmid (co-fondatrice du groupe de réflexion La Fabrique écologique) et François Villeroy de Galhau (Gouverneur de la Banque de France) évoquer l'action des institutions politiques et financières. Les participants en ont principalement retenu les points qui suivent.

Les institutions politiques et financières peuvent avoir une action particulièrement pertinente en définissant un juste prix du carbone au niveau mondial. Un premier pas en ce sens sera franchi en Europe en 2026 par l'établissement du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières. Une taxe carbone (ou autre « fiscalité verte ») aurait aussi du mérite mais en tenant compte de son impact social pour la rendre acceptable (effet redistributif) ; « l'effet gilets jaunes », qui a aussi été attribué à un manque de concertation préalable, pourrait ainsi être évité.

La mise en place d'indicateurs, pour mesurer les risques climatiques, et de stratégies pour les réduire dans les banques et les assurances, a aussi été retenue, ainsi que l'intérêt d'utiliser des indicateurs économiques complémentaires au PIB [dont F. Villeroy de Galhau disait que l'INSEE en publie déjà pour la France, sans qu'ils soient utilisés dans le débat public].

Que peuvent les citoyens vis-à-vis de ces institutions ? Les participants :

- partagent l'appel pressant à voter (car « l'Etat, c'est nous ») pour soutenir les partis ayant de vrais projets écologiques,
- suggèrent de faire des propositions aux partis ou responsables politiques pour les encourager ou les amener à préciser leurs objectifs,
- voire recommandent de s'engager en politique, si c'est bien pour l'intérêt commun et pas pour des ambitions personnelles, ou de promouvoir des réalisations locales concrètes.
- Les pétitions peuvent aussi être utiles pour faire bouger les institutions.

Les participants ont évoqué d'autres pistes d'actions, non évoquées dans le débat visionné :

- Sur les politiques publiques : accroître la fiscalité sur les énergies fossiles pour développer les énergies renouvelables, accroître les moyens du ministère de la justice pour faire respecter, par tous, les obligations en matière d'écologie ; avoir des responsables politiques qui parlent moins et agissent plus ;
- Sur la communication : mieux sensibiliser à la complexité des problèmes écologiques sur les grands canaux de communication (les limites de la planète ne se « voient » pas avec les yeux, d'où la difficulté de mobiliser sur ce qui ne semble pas toucher directement notre confort) ; communiquer davantage sur les recherches ; réfléchir à comment rendre attractive la frugalité, la sobriété ; trouver des stars (du foot ?!) ou des influenceurs qui rendent la sobriété désirable chez les jeunes...
- La prière communautaire est suggérée pour trouver d'autres réponses plus radicales. Les moines ne donnent-ils d'ailleurs pas un exemple de sobriété heureuse ?
- Par ailleurs, la préoccupation des grandes institutions ne doit pas faire oublier les initiatives personnelles et locales.

Enfin, quelques aspects ont fait débat :

- Le terme de croissance : alors que F.Villeroy de Galhau indiquait que la croissance (du PIB) est nécessaire pour faciliter l'amélioration de la vie des plus pauvres chez nous, et qu'elle est revendiquée avec force par les pays du Sud, mais que la croissance devrait être différente pour se faire avec moins d'émissions de CO₂, certains considèrent que ce terme devrait être remplacé (par « juste développement » ?) et nous trompe sur la nécessité de décroissance (de la consommation d'énergie).
 - La désobéissance dans certains cas, évoquée par L.Schmid, doit être maniée avec prudence pour ne pas mener au « chacun pour soi ».
-